

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 CHÂTEAURoux

Châteauroux, le 30/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ALKERN SUD

Saint Marin
36200 Saint-Marcel

Références : VAT20230157
Code AIOT : 0010006998

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/03/2023 dans l'établissement ALKERN SUD implanté au lieudit Saint Marin 36200 Saint-Marcel. L'inspection a été annoncée le 21/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALKERN SUD
- Saint Marin 36200 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0010006998
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

– Situation de l'entreprise :

La Société ALKERN SUD est une installation de fabrication de briquettes et plots en béton utilisés dans le secteur des travaux publics. Cet établissement emploie 7 salariés.

– Point sur le classement de l'établissement :

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° 36-2018-09-25-004 du 25 septembre 2018 autorisant la Société ALKERN SUD à poursuivre l'exploitation d'une installation de fabrication de produits en béton et de recyclage de déchets.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 2718-1 : installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, la quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente étant de 220 tonnes (autorisation) ;
- 3510 : élimination ou valorisation des déchets dangereux (recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques) avec une capacité de 34 tonnes par jour (autorisation) ;
- 3550 : stockage temporaire de déchets dangereux dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale 220 tonnes (autorisation) ;
- 2716-2 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, le volume susceptible d'être présent étant de 270 m³ (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2522-b : installation de fabrication de produits en béton par procédé mécanique, la puissance installée du matériel de malaxage et de vibration étant de 175,4 kW (déclaration).

L'établissement comportant une installation soumise à autorisation au titre des rubriques 3510 (rubrique principale) et 3550 de la nomenclature ICPE, les meilleures techniques disponibles – traitement des déchets (BREF WT) lui sont applicables dans les conditions définies par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019. Le préfet de l'Indre a pris acte, par courrier du 28 juin 2022, du réexamen des conditions d'exploitation de l'établissement.

– Projets et investissements :

L'exploitant a pour projet de traiter que de nouveaux types de déchets par le même procédé que celui actuellement mis en œuvre (voir point de contrôle relatif à l'article 8.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 25/09/2018).

– Incidents ou accidents :

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la dernière inspection.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des suites de la visite d'inspection précédente ;
- gestion des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 7.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
5	Rejets aqueux – eaux pluviales : VLE	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 4.3.12	Susceptible de suites	Sans objet
6	Rejets aqueux – eaux pluviales : conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 4.3.7	/	Sans objet
8	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
9	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)	Code de l'environnement, article R. 541-43 II	/	Sans objet
13	Registre de sortie du statut de déchet	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 5	/	Sans objet
14	Procédure d'information préalable	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 8.1.2	/	Sans objet
17	Entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 8.1.8.1	/	Sans objet
19	Aires d'entreposage	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 7.5.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Eaux souterraines – surveillance	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 9.2.3.1	/	Sans objet
3	Eaux souterraines – interprétation des résultats	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 9.3.5	Susceptible de suites	Sans objet
4	Rejets aqueux – eaux pluviales : surveillance	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1.X	/	Sans objet
7	Rejets aqueux – eaux pluviales : autres VLE	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.7	/	Sans objet
10	Bordereau de suivi de déchets électronique	Code de l'environnement, article R. 541-45 I	/	Sans objet
12	Remise des déchets à une personne autorisée	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 5.1.4	/	Sans objet
15	Procédure d'admission	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 8.1.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
16	Nature des déchets admis	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 8.1.1.1	/	Sans objet
18	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 8.1.8.2	/	Sans objet
20	Collecte des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 4.3.2	/	Sans objet
21	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 7.5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des suites de l'inspection précédente
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Bâtiments et locaux Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie [...]
Constats : L'exploitant doit formaliser ses consignes visant à prévenir les départs de feu en l'absence de personnel.
Observations : Observations de l'inspection du 11/05/2022 : Le site ne possède pas de détection incendie dans les bâtiments, ni de report d'alarme. Absence de détecteur de fumée dans les bâtiments. L'exploitant déclare que la détection d'un incendie est faite par la présence du personnel au sein des bâtiments en période de fonctionnement (durant la semaine). L'exploitant précise que le weekend et la nuit, en l'absence du personnel, les énergies sont coupées. L'exploitant précise également réaliser des permis de feu (les permis de feu n'ont pas été analysés lors de la visite). L'exploitant ajoute que des exercices réguliers du personnel ont lieu : formation du personnel, exercice de manipulation des extincteurs le 15/06/2020, exercice de simulation d'alerte incendie le 13/08/2021. L'exploitant possède des cornes de brume pour alerter le personnel. Cependant, le jour de la visite le process ne fonctionnait pas lors de la visite sur le terrain, il n'a pas pu être vérifié que l'alerte sonore est entendue par les employés lors du fonctionnement des machines. Constat de l'inspection du 11/05/2022 : Absence d'équipement de détection incendie dans les bâtiments et locaux. L'exploitant rappelle les déclarations qu'il a formulées le 11/05/2022. Il précise qu'il n'a pas mis en place de détecteur de fumée dans les bâtiments et locaux de l'installation. Par ailleurs, il n'est pas en mesure de présenter une consigne imposant de couper les énergies en l'absence de personnel. Visite de l'installation : - absence de détecteur de fumée dans le local de stockage des matières combustibles. Il s'agit d'un local fermé dans lequel il n'y a pas de présence permanente de personnel ; - absence de détecteur de fumée dans le bâtiment de production. Présence dans ce bâtiment d'armoires électriques et de machines susceptibles de conduire à un départ de feu. Constat formulé le jour de l'inspection : les bâtiments et locaux ne sont pas conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie (absence de détecteurs de fumées dans les zones à risques). Par ailleurs, l'exploitant doit formaliser ses consignes visant à prévenir les départs de feu en l'absence de personnel. L'exploitant a toutefois transmis ultérieurement, par courriel du 15/03/2023, des photographies démontrant que cinq détecteurs de fumées ont été installés dans les zones de l'établissement les plus à risques (local de stockage des matières combustibles, bâtiment de production). Le constat est reformulé en conséquence.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Eaux souterraines – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 9.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir des 3 piézomètres suivants : PZ1 (amont), PZ2 (aval) et PZ3 (aval). <ul style="list-style-type: none">- Référence du piézomètre : PZ1, PZ2, PZ3 ;- Paramètres : Formaldéhyde, Indice Phénol, Ammonium et Hydrocarbures totaux (C5-C40) ;- Fréquence : semestrielle.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant déclare qu'il fait réaliser une analyse des eaux souterraines deux fois par an, en période de nappe haute (en mars) et en période de nappe basse (en août). Examen des analyses réalisées le 08/03/2022 et le 30/08/2022 par un organisme accrédité COFRAC : <ul style="list-style-type: none">- le prélèvement concernant PZ1 n'a pas pu être réalisé en août 2022 en raison d'une absence d'eau dans l'ouvrage ;- le prélèvement concernant PZ2 n'a pas pu être réalisé en mars ni en août 2022 en raison d'une absence d'eau dans l'ouvrage ;- l'ensemble des paramètres prescrits sont analysés pour les prélèvements qui ont pu être réalisés. L'absence d'eau dans les PZ1 et PZ2 est consécutive à la sécheresse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Eaux souterraines – interprétation des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 9.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Transmission des résultats relatifs à la surveillance des eaux souterraines Les résultats des mesures réalisées en application du CHAPITRE 9.2 du présent arrêté sont transmis [...] avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : Pas de non-respect constaté
Observations : Observations de l'inspection du 11/05/2022 : Pas d'analyse en PZ2 (aval) car absence d'eau. Le rapport des résultats d'analyse présenté ne comporte pas de commentaire sur les résultats. L'exploitant a indiqué oralement que les résultats montrent des valeurs mesurées similaires en amont et en aval (légère variation pour l'indice phénol : <0.05mg/L en amont et <0.01mg/L en aval). Il serait judicieux de commenter les résultats transmis même dans le cas où aucune pollution ne semble être générée par l'établissement. L'exploitant pourrait utilement réaliser un bilan sur plusieurs années des mesures réalisées dans les eaux souterraines. Constat de l'inspection du 11/05/2022 : Les résultats d'analyse présentés ne comportent pas de commentaires. L'exploitant présente le tableau dans lequel il consigne dorénavant les résultats sa surveillance des eaux souterraines. Toutefois, ce tableau ne comporte pas d'interprétation de ces résultats. L'exploitant procède à l'ajout d'éléments d'interprétation des résultats durant l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejets aqueux – eaux pluviales : surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1.X
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] - Paramètre : Matières en suspension (MES), Demande chimique en oxygène (DCO) (4), Carbone organique total (COT) (4) ; [...] - Fréquence de surveillance : mensuelle. [...] (4) La valeur limite et la surveillance portent soit sur le COT soit sur la DCO. [...]
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant présente le dernier rapport de son suivi mensuel des paramètres MES et DCO en ce qui concerne ses rejets d'eaux pluviales : il a été réalisé le 13/02/2023 par un organisme accrédité COFRAC. Le précédent rapport d'analyse est daté du 26/11/2022. Toutefois, l'exploitant présente le registre de ses entrées sur le site : l'organisme précité est intervenu le 07/03/2023 pour la réalisation d'un prélèvement de ses rejets d'eaux pluviales. L'exploitant doit néanmoins veiller à maintenir une fréquence d'analyse mensuelle en ce qui concerne les paramètres MES et DCO ou COT. L'exploitant a par ailleurs transmis ultérieurement, par courriel du 15/03/2023, une commande adressée à son prestataire relative à la réalisation d'analyses mensuelles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets aqueux – eaux pluviales : VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article Article 4.3.12
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2 - MES : 30 mg/l ; - DCO : 20 mg/l ; - DBO5 : 3 mg/l ; - NH4+ : 0,1 mg/l ; - Hydrocarbures totaux : 5 mg/l.
Constats : Constat de l'inspection du 11/05/2022 : Le respect de la VLE (valeur limite d'émission) en ammoniac ne peut pas être vérifié (quantification de la mesure indiquée par le laboratoire (0,6 mg/L) > VLE prescrite (0,1 mg/l)). Ce constat est maintenu dans l'attente des résultats d'analyse concernant le prélèvement d'eaux pluviales réalisé le 07/03/2023. Par ailleurs, les eaux pluviales rejetées par l'exploitant présentent des dépassements récurrents des VLE prescrites en MES et en DCO.
Observations : Observations de l'inspection du 11/05/2022 : [...] Vu le rapport de mesures : - organisme : IANESCO - date de prélèvement : 08/03/2022 Résultats en VLE en concentration conforme en DCO, MES, DBO5, hydrocarbures. La concentration indiquée en ammoniac < 0,6 mg/L ne permet pas de conclure sur la VLE en NH4 < 0,1 mg/L. Constat de l'inspection du 11/05/2022 : Le respect de la VLE (valeur limite d'émission) en ammoniac ne peut pas être vérifié. (quantification de la mesure indiquée par le laboratoire > VLE prescrite). Le dernier rapport d'analyse des rejets d'eaux pluviales portant sur la totalité des paramètres surveillés est celui examiné lors de l'inspection du 11/05/2022. L'exploitant déclare que le prélèvement du 07/03/2023 a été réalisé en vue d'une analyse complète. L'inspection rappelle que l'exploitant doit veiller à ce que la méthode d'analyse de son prestataire permette de vérifier le respect de la VLE prescrite pour le paramètre NH4+ (0,1 mg/l). Examen rapport d'analyse des rejets d'eaux pluviales du 13/02/2023 (suivi mensuel) : - MES : 30 mg/l (conforme à la VLE prescrite) ; - DCO : 26 mg/l (concentration supérieure à la VLE prescrite). Examen rapport d'analyse des rejets d'eaux pluviales du 30/11/2022 (suivi mensuel) : - MES : 33 mg/l (concentration supérieure à la VLE prescrite) ; - DCO : 24 mg/l (concentration supérieure à la VLE prescrite). L'exploitant déclare qu'il a mis en place des mesures pour tenter de supprimer ces dépassements récurrents (infiltration des eaux de toiture, curage des débourbeurs deux fois par an, nettoyage mensuel du parc). Il précise également que les eaux pluviales entraînent des matières fines difficilement décantables dans sa lagune. L'inspection rappelle néanmoins à l'exploitant qu'il doit mettre en œuvre les dispositions nécessaires pour assurer le respect des VLE prescrites pour ses rejets d'eaux pluviales.

Visite de l'installation : - la dalle du site est fortement encrassée. L'exploitant indique que cet encrassement est dû à la circulation des engins (certaines parties de l'installation n'étant pas revêtues). L'inspection indique que cet encrassement pourrait contribuer aux dépassements récurrents des VLE prescrites pour ses rejets d'eaux pluviales (entraînement de matières par ruissellement) ; - la lagune est fortement chargée en MES (turbidité importante).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets aqueux – eaux pluviales : conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : - Température : < 30°C ; - pH : compris entre 5,5 et 8,5 [...].
Constats : Le pH des eaux pluviales rejetées par l'exploitant est légèrement supérieur à 8,5.
Observations : Examen rapport d'analyse des rejets d'eaux pluviales en date du 08/03/2022 portant sur la totalité des paramètres surveillés : - Température : 7 °C ; - pH : 8,6 (supérieur à 8,5).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rejets aqueux – eaux pluviales : autres VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.7
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain : - chrome total : < 0,1 mg/l ; - chrome hexavalent : < 0,05 mg/l [...].
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Examen rapport d'analyse des rejets d'eaux pluviales en date du 08/03/2022 portant sur la totalité des paramètres surveillés : les VLE sont respectées en ce qui concerne les paramètres chrome total et chrome hexavalent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet [...]; - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...]; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant en tonne ou en m³ ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...]; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...]. <p>Constats : Le registre des déchets entrants tenu par l'exploitant comporte des lacunes (caractère POP ou non des déchets, informations incomplètes en ce qui concerne le producteur initial, l'expéditeur et le transporteur des déchets).</p> <p>Observations : L'exploitant présente les registres des déchets entrants dans son établissement au titre des années 2022 et 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ils ne précisent pas s'il s'agit de déchets POP (polluants organiques persistants) au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - les adresses des installations expéditrices et des transporteurs de déchets sont incomplètes (simple mention de la commune). De plus, leur numéro SIRET n'est pas précisé ; - ils ne comportent pas d'information quant au producteur initial des déchets ; - les autres informations requises sont renseignées par l'exploitant ; - les registres présentés ne comportent pas de déchets provenant de l'étranger. Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de renseigner le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle, ni le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement

(CE) 1013/2006, ni le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle ;
- la dénomination usuelle du déchet pourrait utilement être précisée de manière plus explicite (exemple : laine de roche en plus de « déchet d'origine minérale contenant des substances dangereuses »).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...] - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ; - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].
Constats : Le registre des déchets sortants tenu par l'exploitant comporte des lacunes.
<p>Observations : L'exploitant présente le registre des déchets sortants son établissement au titre de l'année 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - il ne précise pas s'il s'agit de déchets POP (polluants organiques persistants) au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - les adresses des installations réceptrices et des transporteurs de déchets ne sont pas systématiquement renseignées (ex : pour l'expédition de ferraille (17 04 07) du 16/12/2022 seul leur nom est indiqué). De plus, leur numéro SIRET n'est pas précisé ; - le numéro de récépissé des transporteurs de déchet n'est pas renseigné ; - absence du transporteur et de l'installation réceptrice pour l'expédition de bois (17 02 01) du 31/03/2022 ; - le code de traitement du déchet n'est pas précisé en ce qui concerne les expéditions de ferraille

<p>du 01/03/2022 et du 16/12/2022, ainsi que l'expédition de bois du 31/03/2022 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement n'est pas renseignée ; - les autres informations requises sont renseignées par l'exploitant ; - le code de traitement du déchet (D13, indiquant un traitement par élimination) attribué aux eaux souillées (16 10 01*) expédiées le 22/12/2022 est incohérent avec la qualification du traitement final indiquée (valorisation énergétique). L'exploitant corrige ce point lors de l'inspection suite à l'examen du bordereau de suivi des déchets correspondant (traitement par élimination) ; - le registre présenté ne mentionne pas d'expédition de déchets à l'étranger. Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de renseigner le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle, ni le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006, ni le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Bordereau de suivi de déchets électronique

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 541-45 I
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Examen du bordereau de suivi des déchets correspondant à l'évacuation de lixiviats du 22/12/2022. Son contenu n'appelle pas d'observation. En outre, il s'agit d'un bordereau émis de manière électronique dans le système Trackdéchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 541-43 II
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.
Constats : Absence de transmission au RNDTS (registre national des déchets, terres excavées et sédiments) du registre chronologique tenu au cours de l'année 2022 et du registre chronologique tenu à partir du 1er janvier 2023.
Observations : L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer qu'il a transmis au au RNDTS (registre national des déchets, terres excavées et sédiments) son registre chronologique tenu au cours de l'année 2022, ainsi que celui tenu à partir du 1er janvier 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Remise des déchets à une personne autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant [...] s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté après transmission des éléments complémentaires de l'exploitant.
<p>Observations : Par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant présente l'arrêté du 30/08/2017 délivré par le préfet de Loire-Atlantique autorisant l'installation vers laquelle il a expédié ses eaux souillées le 22/12/2022 à les prendre en charge (installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature ICPE) ; - l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le récépissé de transport de déchets de la société qui a assuré le transport de ces eaux souillées. <p>Constat formulé le jour de l'inspection : l'exploitant ne s'assure pas systématiquement que la personne à laquelle il remet ses déchets est autorisée à les prendre en charge.</p> <p>L'exploitant a toutefois transmis ultérieurement, par courriel du 15/03/2023, le récépissé de transport de déchets dont il ne disposait pas le jour de l'inspection. Ce récépissé a été délivré le 28/02/2018 par la préfecture de Loire-Atlantique, il était en cours de validité le 22/12/2022. Ce récépissé n'étant plus valide depuis le 28/02/2023, l'Inspection rappelle à l'exploitant qu'il devra s'assurer que le transporteur auquel il remettra ses eaux souillées en 2023 dispose d'un récépissé en cours de validité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Registre de sortie du statut de déchet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les producteurs ou détenteurs de déchets qui traitent des déchets au moyen d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation de ces déchets, y compris lorsque ces déchets cessent d'être des déchets en application de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, tiennent à jour un registre chronologique des produits et matières issus de ces opérations de valorisation et qui ne sont plus des déchets.</p> <p>Ce registre contient au moins, pour chaque type produits et matières sortants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> [...] - la date d'utilisation sur le site, ou la date de l'expédition si le produit ou la matière n'est pas utilisé sur le site ; [...] - la nature du produit ou de la matière issue de l'opération de valorisation ; - la quantité du produit ou de la matière issue de l'opération de valorisation en tonne ou en m³ ; [...] - le code du traitement qui a été effectué, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final qui a été effectué, vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Pour les producteurs ou détenteurs qui traitent des déchets afin qu'ils cessent d'être des déchets conformément à l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ce registre contient également :</p> <ul style="list-style-type: none"> [...] - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet traité au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; [...] - la date du traitement du déchet ; - le cas échéant, la date de fin de traitement du lot de déchets devenant produits ou matières ; [...] - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne qui a pris possession de ces substances ou objets ayant cessé d'être des déchets ; [...] - la référence de l'acte administratif ayant fixé les critères de sortie du statut de déchet.
<p>Constats : Le registre des matières ayant perdu le statut de déchet tenu par l'exploitant est incomplet.</p>
<p>Observations : L'exploitant présente ses registres des matières ayant perdu le statut de déchet dans son établissement au titre des années 2022 et 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ils ne précisent pas la nature du produit ou de la matière issue de l'opération de valorisation ; - le code du traitement qui a été effectué n'est pas indiqué ; - la qualification du traitement final qui a été effectué n'est pas indiquée ; - la raison sociale de la personne ayant pris possession de ces matières est précisée. Toutefois son adresse complète et son numéro de SIRET sont manquants ; - les autres informations requises sont renseignées par l'exploitant ; - ces matières n'ont pas été élaborées à partir de déchets provenant de l'étranger. Dans ce cas, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle n'est pas nécessaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 8.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Avant d'admettre un déchet dans l'installation et en vue de vérifier son admissibilité, une information préalable doit être communiquée à l'exploitant par le producteur ou le détenteur du déchet. Cette information préalable est renouvelée tous les ans [...].</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source et origine du déchet, - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits), - données concernant la composition du déchet, - propriétés de danger du déchet, - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique), - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement, - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation. <p>[...] Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, la caractérisation de base apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. [...]</p>
Constats : Le contenu des informations préalables à l'admission des déchets est incomplet.
<p>Observations : L'exploitant présente les certificats d'admission préalables relatifs aux déchets entrants dans son établissement. Ils ont été établis le 12/02/2023 pour les laitiers de haut fourneau (10 02 01), ainsi que le 13/03/2023 pour les rebuts de laine de roche (16 03 03*) et de laine blanche (16 03 04), et sont en cours de validité.</p> <p>Examen des certificats précités. Il précisent la source et origine du déchet et le code du déchet. Toutefois, les informations suivantes sont manquantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - les données concernant la composition du déchet ; - les propriétés de danger du déchet ; - l'apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - les éventuelles précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation ; - les déchets étant régulièrement produits dans un même processus industriel, les indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. <p>L'exploitant a transmis ultérieurement, par courriel du 15/03/2023, un projet de certificat d'admission préalable modifié. Ce dernier comporte les données constatées comme étant manquantes le jour de l'inspection, hormis les indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets qui doivent être ajoutées. Le constat formulé lors de l'inspection est maintenu dans l'attente de la transmission des certificats préalables d'admission émis au titre de l'année 2023 modifiés.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 8.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le site comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. [...] L'installation est équipée d'un moyen de pesée à l'entrée du site et chaque apport de déchet fait l'objet d'un mesurage. [...] Un affichage des déchets pris en charge par l'installation est visible à l'entrée du site. Les déchets non listés ne sont pas admis sur le site.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec l'article 8.1.2. du présent arrêté, en cours de validité, - vérifie, le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n°1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets, - vérifie la présence du bordereau de suivi conforme à celui prévu par l'arrêté du 29 juillet 2005 modifié, - réalise une pesée, - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, - vérifie que les déchets sont conditionnés et étiquetés, conformément aux réglementations en vigueur, - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. <p>[...] Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article. [...]</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
<p>Observations : L'exploitant présente la procédure d'admission des déchets dans son établissement. Cette dernière impose que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en cours de validité ; - vérifie, en cas d'admission d'un déchet dangereux, la présence du bordereau de suivi ; - réalise une pesée ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement (la procédure contient des photographies permettant d'identifier les déchets acceptables et les non-conformité) ; - vérifie que les déchets sont conditionnés et étiquetés, conformément aux réglementations en vigueur ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site (ticket de pesée et signature du bordereau de suivi des déchets dangereux). <p>L'exploitant n'admet pas de déchets provenant de l'étranger (vérification dans les registres des déchets entrants présentés).</p> <p>L'exploitant déclare que les déchets non admissibles ne sont pas déchargés sur son site et sont immédiatement retournés au producteur. Par ailleurs, une zone du site est dédiée aux refus de tri.</p> <p>Visite de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence d'un affichage en entrée indiquant les types de déchet admissibles ; - présence d'un pont bascule permettant la pesée des chargements ; - présence d'une zone dédiée aux refus de tri.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Nature des déchets admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 8.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets admis sur le site sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rebuts de laine de roche provenant exclusivement de la société EUROCOUSTIC située à GENOUILLAC (Creuse) (code déchet 16 03 03*), - rebuts de laine blanche provenant exclusivement de la société EUROCOUSTIC située à GENOUILLAC (Creuse) (code déchet 16 03 04), - laitier de haut-fourneau (code déchet 10 02 01), - valoxy issue du recyclage de scories salines d'aluminium (code déchet 10 03 30). <p>Tous les autres déchets sont interdits en réception dans l'installation. [...]</p>
<p>Constats : Pas de non-respect constaté.</p> <p>L'exploitant doit, préalablement à l'admission d'un nouveau type de déchet, transmettre au préfet de l'Indre un porter à connaissance sollicitant une modification des prescriptions qui lui sont applicables.</p>
<p>Observations : Examen des registres des déchets entrants au titre des années 2022 et 2023 : les déchets admis par l'exploitant correspondent exclusivement à ceux prescrits tant en termes de nature que de provenance. L'exploitant n'a pas admis de valoxy issue du recyclage de scories salines d'aluminium durant cette période.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant envisage d'admettre de nouveaux types de déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des boues de classificateurs (10 02 14) ; - des revêtements de fours et réfractaires (16 11 04 et 16 11 06). <p>L'exploitant indique qu'il transmettra un porter à connaissance au préfet de l'Indre avant de réaliser ces admissions. L'inspection précise que ce document devra comporter une description du projet de l'exploitant et de ses impacts potentiels sur l'environnement et sur les dangers de son installation, ainsi que les mesures que l'exploitant prévoit de mettre en œuvre pour assurer leur maîtrise.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection note que les déchets envisagés sont classifiés dans des rubriques miroir de rubriques correspondants à des déchets dangereux (10 02 13*, 16 11 03* et 16 11 05*). Dans ce cas, la caractérisation de ces déchets doit permettre de démontrer qu'il ne s'agit pas de déchets dangereux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 8.1.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les quantités maximales de déchets entreposés sur le site par catégorie de produits sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rebuts de laine de roche : 220 tonnes, - rebuts de laine blanche : 100 tonnes, - laitier de haut fourneau : 150 tonnes, - valoxy : 100 tonnes. <p>Les aires de réception, transit, regroupement et tri des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les différentes zones d'entreposage de déchets sont identifiées et délimitées. L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges,...). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas six mètres. [...]</p>
Constats : Présence de plus de 150 tonnes de laitiers de haut fourneau sur le site.
<p>Observations : L'exploitant déclare qu'il met à jour l'état de ses stocks de manière quotidienne.</p> <p>Examen de l'état des stocks de déchets en date du 07/03/2023. Présence de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 150 t de rebuts de laine de roche ; - 91 t de rebuts de laine blanche ; - 240 t de laitiers de haut fourneau (soit plus de 150 t). <p>L'exploitant déclare que la présence de laitiers de haut fourneau en excédent est due à une erreur de livraison. Il indique également que la gestion de ces flux de déchets est difficile en raison de leur provenance (Fos-sur-Mer (13)) et de la variabilité saisonnière de leur production.</p> <p>L'exploitant envisage d'inclure au porter à connaissance qu'il prévoit de transmettre une demande d'augmentation de la quantité maximale de laitiers de haut fourneau admissible sur son site. L'inspection rappelle qu'une telle demande doit être réalisée selon les conditions décrites au point de contrôle relatif à l'article 8.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 25/09/2018.</p> <p>Visite des entreposages de rebuts de laine de roche, de rebuts de laine blanche et de laitiers de haut fourneau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ces aires sont distinctes et clairement repérées (présence de panneaux et d'un plan en entrée) ; - présence de murs en parpaing, d'une hauteur d'environ 2,7 m autour des cellules dédiées aux rebuts de laine de roche et aux rebuts de laine blanche. L'exploitant déclare qu'il veille à ce que la hauteur des entreposages de déchets ne dépasse pas de ces murs (ce qui est le cas le jour de l'inspection) ; - l'entreposage de laitiers de haut fourneaux est réalisé à proximité de la case dédiée aux rebuts de laine blanche. La proximité du mur de ladite case permet d'évaluer la hauteur de ce tas de déchets à moins de 2,7 m.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 8.1.8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Visite des entreposages de rebuts de laine de roche, de rebuts de laine blanche et de laitiers de haut fourneau : les déchets sont regroupés par nature sur des zones distinctes et bien séparées, il n'est pas relevé d'erreur de tri.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Aires d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 7.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou mélanges dangereux sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. [...]
Constats : Les entreposages de rebuts de laine blanche et de laitiers de haut fourneaux ne sont pas effectués sur des aires permettant la récupération des lixiviats. En outre, l'aire d'entreposage de laitiers de haut fourneau n'est pas étanche.
<p>Observations : Visite de l'entreposage de rebuts de laine de roche :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets sont entreposés sur une dalle béton ; - présence d'un dispositif de collecte des lixiviats (voir point de contrôle relatif à l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 25/09/2018). <p>Visite de l'entreposage de rebuts de laine blanche :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets sont entreposés sur une dalle béton ; - les lixiviats issus des eaux météoriques s'écoulent en dehors de la case de stockage, sur une voirie non revêtue. <p>Visite de l'entreposage de laitiers de haut fourneau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets sont entreposés sur un sol non revêtu ; - absence de dispositif permettant la collecte des lixiviats issus des eaux météoriques. <p>Lors de l'inspection, l'exploitant s'engage à modifier l'emplacement des entreposages de rebuts de laine blanche et de laitiers de haut fourneau de manière à ce qu'ils s'effectuent sur la partie de sa dalle béton munie de dispositifs de récupération et de traitement des éventuels écoulements.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Collecte des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] le rejet des lixiviats issus du ruissellement des eaux pluviales sur l'aire de stockage des rebuts de laine de roche dans le milieu naturel est interdit.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Visite de l'entreposage de rebuts de laine de roche : <ul style="list-style-type: none">- les lixiviats s'écoulant sur la dalle sont collectés par une goulotte en bordure de cette aire ;- les écoulements ainsi recueillis rejoignent un réseau de canalisations ;- ces canalisations aboutissent à des cuves en PEHD permettant le stockage des lixiviats dans l'attente de leur évacuation en tant que déchet (une cuve de 30 m3 et une autre de 15 m3). Ces cuves sont munies de dispositifs de contrôle de leur remplissage (flotteurs).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2018, article 7.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité des réservoirs associés. [...] Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. [...]
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none">- les cuves dans lesquelles les lixiviats de l'aire de d'entreposage des rebuts de laine de roche sont stockés sont pourvues d'une double peau en PEHD ;- dans le local de stockage des produits inflammables, présence d'un réservoir de stockage de 3 000 l de gazole non routier associée à une rétention de 3 168 l ;- dans le local de stockage des produits inflammables, présence de fûts d'huile de 60 l associés à des capacités de rétention. Par sondage, examen de la rétention à laquelle la plus grande quantité d'huile est associée : présence de 180 l d'huile contenus dans 6 fûts associés à une rétention de 250 l.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet